



Déclaration préalable FSU

Le Président de la République a annoncé le 31 mars une nouvelle étape dans les mesures sanitaires pour freiner l'épidémie avec notamment l'avancée et le dézouage des congés scolaires de printemps associés à un passage en distanciel des enseignements pour deux semaines encadrant cette nouvelle période de vacances.

Le Président de la République y est acculé aujourd'hui parce qu'en dépit de ses satisfecit répétés, il s'est trompé. Au cours des dernières semaines, il a pris seul les décisions, méprisant l'alerte des scientifiques comme le débat démocratique, et s'est enfoncé dans un jusqu'au-boutisme dont toute la population paie maintenant le prix lourd.

La FSU s'inquiète des conséquences dramatiques de cette gestion incohérente et de ce re-confinement qui exposent une partie de la population à une grande précarité et qui vont engendrer leur lot de souffrances sur les plans psychologiques et sociaux. La jeunesse et tous les personnels, si durement impactés depuis plus d'un an dans leurs conditions de vie quotidienne et dans leurs conditions d'apprentissage et de travail, vont être confrontés à de nouvelles difficultés qui sont le résultat des choix incohérents du gouvernement.

L'annonce présidentielle est aussi un cruel constat d'échec de la stratégie de Jean-Michel Blanquer. En effet, pendant des mois, le ministre de l'Éducation nationale a nié la réalité de la circulation du virus en milieu scolaire. Pendant des semaines, il a refusé les propositions de la FSU qui visaient à articuler protection immédiate et prévention afin d'éviter la fermeture des établissements scolaires. Le Ministre a réduit le débat à une question binaire : ouverture ou fermeture des lieux scolaires, tout en refusant de voir les solutions intermédiaires. La semaine dernière encore, Jean-Michel Blanquer balayait d'un revers de la main le sujet vacances scolaires en prétextant que cela relevait de la « *pensée magique* » car « *on se contamine moins à l'école qu'en vacances* ». Il y a quelques jours, sur les réseaux sociaux, il vantait, en musique, les mérites de l'enseignement en présentiel sans prendre la mesure de la dégradation rapide de la situation. **Le Ministre n'a eu de cesse de mépriser l'engagement des personnels.** Il a prétendu que les protocoles étaient suffisants là où tout indique que la politique de tests est défailante, tant dans le premier que dans le second degré. Rien n'a été fait pour améliorer le bâti et en particulier les possibilités d'aération. Le nombre d'élèves par classe continue à être trop élevé alors qu'on pourrait fonctionner en petits groupes grâce à des recrutements supplémentaires. Ainsi, le Ministre n'a pas voulu agir pour répondre aux alertes des personnels de terrain que depuis des mois la FSU fait remonter par tous les échelons (départementaux, académiques et national). Parmi les effets d'annonces et les promesses jamais tenues depuis janvier, celle de la vaccination

des personnels au contact des usagers et des élèves est révélatrice puisqu'à ce jour, aucun calendrier n'est établi pour cette vaccination.

Le ministre de l'Éducation nationale avait affirmé en début d'année que « *nous sommes préparés à tout* » mettant en avant le plan de continuité pédagogique existant. **Mais dans la réalité, bien peu de choses ont été faites pour tirer les leçons du premier épisode d'enseignement à distance** : la fracture numérique n'a pas été résorbée, les outils numériques sont toujours aussi faillibles comme le montrent les difficultés des collègues et des élèves dont les classes ont fermé ces derniers jours. Le déni du ministre a ainsi obéré toute possibilité de préparation sérieuse et **tous les personnels se retrouvent aujourd'hui, veille de la fermeture des écoles, dans une situation d'impréparation identique à celle de l'an dernier, ce qui est un comble !** La FSU rappelle que tout l'enjeu de l'enseignement à distance est d'abord de garder un lien pédagogique avec les élèves. Pour la FSU, du temps doit être dégagé pour les équipes afin de s'organiser et d'organiser, comme elles le souhaitent le suivi des élèves ; des moyens doivent être donnés aux équipes pluri professionnelles pour assurer un suivi des élèves et la recherche de solutions pour les familles ne disposant ni de matériel informatique ni de la connexion nécessaire. **La FSU demande que les leçons du premier confinement soient enfin tirées pour ne pas faire subir aux collègues et aux élèves une pression aussi intolérable que déstabilisatrice** : les programmes scolaires doivent rapidement être aménagés ; les épreuves prévues en avril- mai doivent être repoussées ; le grand oral du baccalauréat doit être neutralisé et l'épreuve de français du baccalauréat doit être adaptée.

Pour la FSU, ce qui se dessine dès ce mardi 6 avril, ce n'est pas l'école, collectif de travail et d'apprentissage auquel nous sommes attaché-es. C'est autre chose que l'école, et nous savons que les personnels feront tout leur possible pour s'y investir au mieux.

Cependant, dès maintenant, pour compenser les difficultés présentes et celles qui vont être générées par ce nouveau confinement, il y a lieu de concrétiser les engagements de recrutement. **Pour la FSU, il faut aussi préparer l'après confinement** : le retour dans les établissements, d'un point de vue sanitaire et pédagogique devra s'opérer selon des conditions de reprise très cadrées nationalement : demi-groupes, tests massifs pendant plusieurs semaines pour surveiller la circulation du virus... L'école à distance creuse les inégalités. Pour répondre au creusement des inégalités, pour anticiper une possible poursuite de la crise sanitaire et pour fournir aux équipes les moyens d'accompagner les élèves, pour la FSU il est nécessaire d'immédiatement revenir sur les suppressions de postes programmées pour la rentrée 2021 et il est urgent de décider d'un réel plan d'urgence pour l'école, afin de la doter de moyens exceptionnels dès la rentrée de septembre.

L'Éducation nationale est essentielle à la vie du pays : les personnels tiennent le service public d'Éducation, seuls, depuis des mois. Les grands discours ne suffisent pas : il faut enfin des mesures fortes pour renforcer et protéger le service public d'Éducation et tous ses personnels.